

PROSPECTION

DU

NATION

AU PUBLIC.

Québec, 15 octobre, 1855.

Depuis longtemps le besoin d'un journal sincèrement dévoué aux intérêts populaires et destiné à relever le drapeau du parti démocratique au sein du district de Québec se fait sentir dans cette cité ainsi que dans toutes nos campagnes.

La presse française de Québec ne représente pas l'opinion unanime de ce district : telle est notre conviction. La dernière combinaison ministérielle a rallié nos deux seules feuilles françaises, jadis opposées l'une à l'autre, et maintenant appuyant de concert l'administration dont elles se partagent les faveurs.

Qu'en est-il résulté ? Le mutisme au sujet des actes les plus répréhensibles de l'administration, et le triomphe momentané de l'ancien système du *laissez-faire*. L'apathie politique semble avoir succédé au mouvement patriotique de nos luttes passées, et les voix généreuses de l'opposition sont devenues muettes parce qu'elles sont privées d'un organe indépendant qui puisse leur servir d'interprète. Les hommes éprouvés dans le combat et ceux qui luttaient par leurs vœux et par leurs sacrifices pour le triomphe de la cause populaire en sont réduits à se demander s'il leur faut se contenter de vivre dans le passé et s'il est vrai que le présent n'offre plus aucun gage de succès pour l'avenir.

Et pourtant il existe dans le district de Québec un parti démocratique, un parti fort et nombreux, dont l'opinion s'est manifestée d'une manière éclatante à l'époque des élections dernières, et qui se recrute au sein de la population agricole et industrielle.

Les hommes influents de ce parti nous ont priés

du cultivateur. Nulle intrigue, nul son politique ne pourront paralyser le progrès de notre race. Nous travaillant à assurer le maintien de la nationalité particulière, nous n'oublions que nous devons accorder aux autres les mêmes droits et avantages que nous réclamons pour nous-mêmes, et nous nous efforcerons, de toutes les manières possibles, de leur faire valoir, à favoriser le développement de la nation en tant que nation commune.

Nous croyons fermement que les colonies anglaises sur ce continent ne pourront jouir, dans un avenir très prochain, d'un gouvernement indépendant de la métropole. L'augmentation constante des ressources de la province, l'accroissement rapide de la population, l'extension de nos relations commerciales avec la République voisine et les principales nations de l'Europe, tout nous fait présager l'indépendance que nous entrevoyons bientôt pour nous.

Notre but est de préparer le peuple à l'ordre de choses, en travaillant de toutes manières à faire fonctionner d'une manière efficace toutes les classes de la société, les systèmes de municipalité et d'éducation. La législature apportera bientôt les améliorations que l'expérience nous a suggérées et nous ne pouvons que lui en proposer.

Les limites restreintes d'un Prospectus ne permettent pas d'exprimer au long nos opinions touchant les questions importantes qui nous intéressent et qui intéressent le peuple de ce pays. Nous nous réservons de publier, si il en est quelques-unes au sujet desquelles